

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 928

Werbung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'effet pervers de la souplesse

(jd) La «flexibilité», c'est aujourd'hui le maître mot de la sagesse économique. Si l'on veut résister à la concurrence internationale et suivre l'évolution technique, il faut faire preuve de souplesse et s'adapter sans répit. Dans le collimateur des penseurs du néo-libéralisme, les mesures de protection sociale — conditions et coût du travail — des rigidités qui menaceraient d'étouffer la vie économique; dans cette perspective, la souplesse est surtout une qualité qu'on exige des salariés; à eux de s'adapter — salaires, durée du travail, chômage — lorsque les circonstances l'exigent.

Bernard Brunhes, ancien conseiller social de Pierre Mauroy, alors premier ministre, ne se laisse pas séduire par cette souplesse à la mode américaine: «L'inflexibilité est une contrainte qui

peut apporter de l'emploi. La contrainte crée la nécessité de planifier, la souplesse crée le laxisme.» Brunhes sait de quoi il parle puisqu'il est allé étudier l'exemple suédois pour le compte de l'OCDE.

Selon les critères des partisans de la «flexibilité», la Suède devrait être au bord du gouffre: salaires élevés, licenciements économiques difficiles à obtenir, horaires de travail rigides, formes d'emploi précaire pratiquement inexistantes. Or ce pays présente une situation enviable: 1,7% de chômeurs et développement de l'emploi dans des secteurs d'avenir. L'explication réside dans le choix de la souplesse fonctionnelle: plutôt que de procéder à des ajustements rapides en supprimant des emplois, en abaissant les salaires, en modulant les

horaires ou en ayant recours à la sous-traitance, les entreprises ont tout misé sur la capacité d'évolution des salariés et sur leur propre faculté d'anticiper l'avenir. L'accent est mis sur la prévision stratégique et l'innovation technique; les entreprises assurent la reconversion de leur personnel et, lorsqu'un secteur paraît condamné, on n'insiste pas: ainsi l'activité de la construction navale a été fortement réduite mais les salariés ont obtenu trois ans de salaire et une nouvelle formation.

Rigidité supplémentaire: en Suède, grâce à la loi sur la codétermination, rien ne peut se faire dans l'entreprise sans l'accord des syndicats. Cette participation, honnie par les patrons helvétiques, se révèle être une force face aux changements nécessaires: les partenaires sociaux, informés de la situation économique, peuvent réagir rapidement et de concert. Ainsi la Suède ne connaît pas de secteurs sinistrés dont on a prolongé artificiellement la vie.

Dans ce pays, note Bernard Brunhes, «on utilise la rigidité sociale comme un plus, on en fait un avantage. Les hommes y sont traités comme le premier facteur de production». Cette politique a bien sûr son prix: la Suède consacre 0,49% de son produit intérieur brut à la formation des adultes, 0,75% à des mesures en faveur de l'intégration des handicapés, et 0,62% pour subventionner la création d'emplois; au total, 1,86% du PIB pour des mesures actives contre 0,8% pour la garantie des ressources (chômage et retraite anticipée). ■ (Source: *Le Monde*, 10 octobre 1988).

ACIDULE FM 102.8

Une vraie radio locale

(pi) Radio Acidule mérite pleinement le titre de radio locale. Cette station n'a jamais essayé de copier les chaînes romandes, mais a toujours privilégié le local, le traitant avec une qualité remarquable. Mais le cantonal et le national ont également leur place, notamment lors de votations: Acidule fait appel aux personnalités du lieu pour débattre des objets soumis au peuple et s'est fait une réputation dans l'estimation des résultats d'élections, avant les communiqués officiels; c'est sur Acidule que Raymond Junod aurait appris, il y a une année, qu'il n'avait pas été élu au Conseil des Etats.

Avec sa nouvelle grille, la station confirme sa vocation et innove: la parole sera donnée aux ouvriers immigrés travaillant dans le bâtiment. Et la liaison avec une radio espagnole fait dire à Christiane Jacquet, directrice, qu'Acidule «sera bientôt aussi connue en Galice qu'à Lausanne». Un accent particulier a été mis sur le sport. En plus des

transmissions intégrales des matches de hockey, un journal sportif quotidien est créé, avant le journal quotidien (18.30 à 19.30 heures). Des émissions seront également consacrées aux petits clubs et aux sports méconnus.

Quant à la nouvelle émission intitulée «En dépit du bon sens, la vérité décolle mieux par vent contraire», elle confirme la popularité de FM 102.8: des conseillers communaux, des spécialistes et un conseiller municipal étaient au rendez-vous samedi dans un petit bar de l'avenue d'Echallens (il est vrai que le monde politique lausannois «soigne» la station qui assure les retransmissions en direct des séances du Conseil communal). Et pendant que les clients prenaient leur café, le débat se déroulait, au milieu de la salle, captivant petit à petit les consommateurs qui considéraient au départ avec méfiance cette bande d'intrus. C'est la force d'Acidule: oser se lancer dans ce qui semble ne rien avoir de radiophonique. Et réussir. ■

Romands de Berne

Il existe à Berne un Groupe socialiste romand, qui fête son septante-cinquième anniversaire. L'occasion pour Charles Pochon, collaborateur régulier de DP, de remonter aux sources de cette section un peu spéciale. Résultat: un fascicule de trente pages qui retrace les activités et l'histoire du groupe. Témoignage d'une activité francophone dans cette ville de Berne que les Romands ont si peur de découvrir.

Groupe socialiste romand, case postale, 3000 Berne 15.